



Réf: 2023 - 11

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE MUNICIPAL REGLEMENTANT LA CIRCULATION Rue de la République (RD 90)

Le Maire de la Ville de Le HOULME,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212 et L 2213,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté relatif à la signalisation routière temporaire,

Vu le règlement de voirie métropolitain adopté par délibération du 1^{er} avril 2019,

CONSIDERANT:

- La demande datée 27 janvier 2023 présentée par l'entreprise AVENEL INFRA (Samia CHOUKRATE 02.32.19.41.95.) pour le compte d'ORANGE
- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des usagers de l'espace public.
- Qu'en raison du déroulement des opérations d'ouverture de chambre sous chaussée et trottoir pour le tirage de la fibre optique réalisées par l'entreprise AVENEL INFRA, il y a lieu de modifier momentanément la circulation et le stationnement sur ces voies.

ARRETE

Article 1: REGLEMENTATION

Entre le 13 et 27 février 2023, les mesures suivantes sont applicables rue de la République (RD 90), entre la rue du Général de Gaulle et la ZAC des deux rives.

Article 1.1: Circulation

- la chaussée est rétrécie au droit du chantier,
- la circulation est alternée par piquets K10 au droit du chantier.
- la vitesse est limitée à 30km/h au droit du chantier

Article 1.2: Stationnement

Le stationnement des véhicules, excepté ceux de l'entreprise AVENEL INFRA, est interdit et qualifié de gênant au sens de l'article R417-10 du Code de la Route, au droit du chantier.

Article 2: SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise AVENEL INFRA. Elle sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise AVENEL INFRA est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la règlementation en vigueur en se référant au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'entreprise AVENEL INFRA est tenue de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie et à la commune la date et l'heure exacte de la pose et dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

- ARTICLE 3: Le périmètre du chantier sera matérialisé et sécurisé afin d'éviter les accidents. Une signalisation adéquate sera installée et entretenue par les soins de l'entreprise.
- ARTICLE 4: A la fin des travaux, les lieux devront être remis en bon état et dans les règles de l'art.

 Particulièrement en cas d'ouverture de tranchée sur chaussée et sur trottoir,
 l'entreprise est tenue de les remettre en conformité.

 En cas de manquement nécessitant l'intervention du service des autorités compétentes ou d'une entreprise, celle-ci sera réalisée à la charge exclusive de l'entreprise.
- **ARTICLE 5**: Le Maire ou son représentant pourra suspendre à tout moment le chantier, si :
 - Son déroulement engendre une perturbation trop importante de la circulation
 - La signalisation mise en place n'est pas réglementaire
 - Les règles d'exploitation de la route ne sont pas respectées
 - Les nuisances sonores font l'objet de plaintes des riverains
 - Il pourra à tout moment exiger de l'entreprise l'arrêt des travaux, la remise en état des lieux ainsi que la réouverture aux différentes circulations
- <u>ARTICLE 6</u>: Le présent arrêté ne sera plus valable passé le délai mentionné à l'article 1. Une demande de renouvellement, devra être adressée à la Mairie le cas échéant.
- <u>ARTICLE 7</u>: Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois en vigueur.
- ARTICLE 8 : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°2023-11 ayant le même objet.
- ARTICLE 9: Ampliation du présent arrêté sera adressée à : M. le Directeur du SAMU, M. le Commissaire de Police de ROUEN, M. le Directeur Général des Services, la Direction des Déchets et la Direction des Transports de la Métropole, l'entreprise AVENEL INFRA chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait au HOULME, le 31 janvier 2023

Le Maire, Daniel GRENIER